

MINISTÈRE DES FINANCES

8 JUILLET 1970. — Arrêté royal
portant règlement général des taxes assimilées
aux impôts sur les revenus

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus (1), notamment les articles 2, 5, § 1er, 8°, 7, alinéa 2, 31, 42, § 5, alinéa 1er, 45, alinéa 2, 59, 63, 66, alinéa 2 et 79, alinéa 2;

Vu la loi du 24 juillet 1923 (2) sur la protection des pigeons militaires et la répression de l'emploi des pigeons pour l'espionnage, notamment l'article 5;

Vu la loi du 3 juillet 1956 (3) relative à la suppression des fractions de franc dans la comptabilité publique;

Vu le Code des impôts sur les revenus (4), notamment l'article 208;

Considérant qu'il convient de rassembler en un seul texte les dispositions encore en vigueur pour l'exécution de la législation en matière de taxes assimilées aux impôts sur les revenus, tout en les modifiant et les complétant à l'effet notamment de les adapter aux circonstances actuelles;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;
Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Titre Ier
DISPOSITIONS COMMUNES AUX TAXES ASSIMILÉES
AUX IMPÔTS SUR LES REVENUS

CHAPITRE Ier. — Rôles

Article 1er. Aucune somme ne peut être exigée des redevables, si ce n'est en vertu d'un rôle rendu exécutoire, document qui constitue le titre légal de perception.

L'alinéa 1er n'est pas applicable aux perceptions qui doivent être effectuées soit à l'intervention de l'administration des douanes et accises conformément à l'article 24, soit sur la base d'une déclaration ou d'un bordereau, soit ensuite de transactions consécutives à une infraction.

Art. 2. Les rôles contenant les impositions sont formés soit distinctement par taxe assimilée aux impôts sur les revenus, soit simultanément pour plusieurs de ces taxes.

Ils sont dressés par exercice d'imposition. Ils peuvent l'être pour plusieurs exercices à condition qu'ils soient revêtus annuellement d'un nouvel exécutoire.

Art. 3. Les rôles sont rattachés à l'année budgétaire en cours à la date de leur exécutoire; il est fait application des taux de taxe et éventuellement des centimes additionnels afférents aux exercices d'imposition respectifs.

Art. 4. Les rôles sont formés par commune, par groupe de communes ou par bureau de recette.

Ils sont dressés aux époques fixées par le directeur général des contributions directes ou son délégué.

Art. 5. Les cotisations sont portées aux rôles au nom des redevables intéressés.

Toutefois, les impositions établies à charge de redevables décédés sont enrôlées au nom de ceux-ci précédé du mot « Succession », et suivi éventuellement de l'indication des personnes qui se sont fait connaître à l'administration des contributions directes comme héritier, légataire, donataire ou mandataire spécial. L'identité de ces personnes est détaillée. Si l'un des héritiers

(1) *Moniteur belge* du 18 janvier 1966.
(2) *Moniteur belge* du 9 août 1923.
(3) *Moniteur belge* du 20 juin 1956.
(4) *Moniteur belge* du 10 avril 1964.

MINISTERIE VAN FINANCIËN

8 JULI 1970. — Koninklijk besluit houdende de algemene verordening betreffende de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen (1), inzonderheid op de artikelen 2, 5, § 1, 8°, 7, lid 2, 31, 42, § 5, lid 1, 45, lid 2, 59, 63, 66, lid 2 en 79, lid 2;

Gelet op de wet van 24 juli 1923 (2) ter bescherming van de militaire duiven en ter beteugeling van het aanwenden van duiven voor bespieding, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op de wet van 3 juli 1956 (3) betreffende de afschaffing van de frankgedeelten in de openbare comptabiliteit;

Gelet op het Wetboek van de inkomstenbelastingen (4), inzonderheid op artikel 208;

Overwegende dat het aangewezen is de nog van kracht zijnde bepalingen voor de uitvoering van de wetgeving inzake de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen in één enkele tekst samen te brengen mits ze te wijzigen en aan te vullen om ze inzonderheid aan de tegenwoordige omstandigheden aan te passen;

Gelet op het advies van de Raad van State;
Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Titel I
AAN DE MET DE INKOMSTENBELASTINGEN
GELIJKGESTELDE BELASTINGEN GEMENE BEPALINGEN

HOOFDSTUK I. — Kohieren

Artikel 1. Van de belastingschuldigen mag geen som worden gevorderd dan krachtens een uitvoerbaar verklaard kohier, dat de wettelijke inningstitel vormt.

Het eerste lid is niet van toepassing op inningen te verrichten, hetzij overeenkomstig artikel 24 door tussenkomst van de administratie der douanes en accijnzen, hetzij op grond van een aangifte of van een borderel, hetzij ingevolge transacties in verband met overtredingen.

Art. 2. De kohieren van aanslagen worden opgemaakt ofwel voor iedere met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belasting afzonderlijk, ofwel voor verscheidene zodanige belastingen ineens.

Zij worden opgemaakt per aanslagjaar. Zij kunnen ook voor verscheidene aanslagjaren worden opgemaakt, op voorwaarde dat zij jaarlijks met een nieuwe uitvoerbaarverklaring worden bekleed.

Art. 3. De kohieren worden verbonden aan het begrotingsjaar dat loopt op de datum waarop ze uitvoerbaar worden verklaard; toegepast worden de tarieven en, desvoorkomend, de opcentiemen in verband met de desbetreffende aanslagjaren.

Art. 4. De kohieren worden opgemaakt per gemeente, per groep gemeenten of per ontvangkantoor.

Zij worden opgemaakt op de tijdstippen, bepaald door de directeur-generaal van de directe belastingen of zijn gemachtigde.

Art. 5. De aanslagen worden op naam van de betrokken belastingschuldigen ten kohiere gebracht.

Aanslagen ten laste van overleden belastingschuldigen worden echter ten kohiere gebracht op deze naam, voorafgegaan door het woord « Nalatenschap » en eventueel gevolgd van de aanduiding van de personen die zich aan de administratie der directe belastingen hebben bekendgemaakt als erfgenaam, legataris, begiftigde of bijzondere lasthebber. De identiteit van die personen

(1) *Belgisch Staatsblad* van 18 januari 1966.
(2) *Belgisch Staatsblad* van 9 augustus 1923.
(3) *Belgisch Staatsblad* van 20 juni 1956.
(4) *Belgisch Staatsblad* van 10 april 1964.

a été formellement désigné pour représenter la succession, l'enrôlement se fait d'après la formule suivante : « Succession X ..., les héritiers représentés par ... ».

Dans l'éventualité d'une taxation d'office, il suffit que le nom du redevable décédé (Succession X ...) soit suivi de l'indication de l'un des héritiers, connu de l'administration des contributions directes.

Art. 6. Les impositions, y compris les additionnels, sont, à chaque stade du calcul, établies en francs; les fractions de francs sont arrondies au franc supérieur ou inférieur selon qu'elles atteignent ou excèdent cinquante centimes ou qu'elles sont inférieures à ce montant.

Art. 7. Aussitôt que les rôles sont rendus exécutoires, il en est adressé des extraits aux redevables intéressés.

CHAPITRE II. — Paiements et quittances

Art. 8. Les taxes assimilées aux impôts sur les revenus sont payables en mains du receveur des contributions directes, ou en mains des fonctionnaires et agents de l'administration des douanes et accises conformément à l'article 24, aux époques fixées par la loi.

Art. 9. Les quittances sont données dans les formes arrêtées par l'administration des contributions directes, sauf les quittances constatant la perception de la taxe à l'intervention des fonctionnaires et agents de l'administration des douanes et accises, conformément à l'article 24.

Tous renseignements utiles quant aux formes des quittances sont affichés dans tous les bureaux de recette du royaume.

Art. 10. Sont applicables aux taxes assimilées aux impôts sur les revenus, les articles 184, 185 et 187 à 193 de l'arrêté royal d'exécution du Code des impôts sur les revenus.

Art. 11. Par dérogation aux dispositions du présent chapitre, l'administration des contributions directes peut inviter le redevable à payer les taxes assimilées aux impôts sur les revenus par virement ou versement à un compte de chèques postaux centralisateur.

Dans ce cas, le redevable est tenu d'utiliser exclusivement la formule de virement/versement qui lui est adressée par l'administration et de se conformer aux directives qui l'accompagnent.

CHAPITRE III. — Prescription

Art. 12. Les taxes assimilées aux impôts sur les revenus se prescrivent par cinq ans à compter du jour de l'envoi de l'avertissement-extrait du rôle.

Ce délai peut être interrompu de la manière prévue par les articles 2244 et suivants du Code civil ou par une renonciation au temps couru de la prescription. En cas d'interruption de la prescription, une nouvelle prescription, susceptible d'être interrompue de la même manière, est acquise cinq ans après le dernier acte interruptif de la précédente prescription, s'il n'y a instance en justice.

CHAPITRE IV. — Poursuites

Art. 13. Le recouvrement des taxes assimilées aux impôts sur les revenus qui n'ont pas été acquittées dans les délais légaux peut être poursuivi conformément aux dispositions des articles 196 à 227 de l'arrêté royal d'exécution du Code des impôts sur les revenus.

CHAPITRE V. — Recherche des infractions

Art. 14. Sans préjudice des pouvoirs des officiers judiciaires près les parquets, les fonctionnaires et employés de l'administration des contributions directes, de l'administration des douanes et accises, de l'administration du cadastre, les fonctionnaires et agents communaux assermentés, les gendarmes, les agents judiciaires près les parquets, les contrôleurs spéciaux adjoints à l'administration des transports et les membres du personnel de surveillance du Comité supérieur de contrôle sont qualifiés pour rechercher les infractions et dresser, même seuls, les procès-verbaux en matière de taxes assimilées aux impôts sur les revenus.

wordt omstandig vermeld. Wanneer een van de erfgenamen formeel is aangeduid om de nalatenschap te vertegenwoordigen, geschiedt het ten kohiere brengen als volgt : « Nalatenschap X ..., de erfgenamen vertegenwoordigd door ... ».

In geval van aanslag van ambtswege is het voldoende dat de naam van de overleden belastingschuldige (Nalatenschap X ...) wordt gevolgd door de vermelding van een der erfgenamen, die de administratie der directe belastingen bekend is.

Art. 6. De aanslagen, met inbegrip van de opcentiemen, worden bij elk onderdeel van de berekening in frank vastgesteld; frankgedeelten worden voor een eenheid gerekend of weggelaten naargelang zij vijftig centiem en meer, of minder dan vijftig centiem bedragen.

Art. 7. Zodra de kohieren uitvoerbaar verklaard zijn, wordt aan de betrokken belastingschuldigen een aanslagbiljet gezonden.

HOOFDSTUK II. — Betalingen en kwitanties

Art. 8. De met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen zijn op de bij de wet bepaalde tijdstippen te betalen in handen van de ontvanger der directe belastingen of, overeenkomstig artikel 24, in handen van de ambtenaren en beambten van de administratie der douanen en accijnzen.

Art. 9. Kwitantie wordt gegeven in de door de administratie der directe belastingen vastgestelde vormen, behoudens de kwitanties waarbij, overeenkomstig artikel 24, de inning van de belasting door de ambtenaren en beambten van de administratie der douanen en accijnzen wordt vastgesteld.

Alle nuttige inlichtingen betreffende de vorm van de kwitanties worden in alle ontvangkantoren van het Rijk aangeplakt.

Art. 10. De artikelen 184, 185 en 187 tot 193 van het koninklijk besluit tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen zijn van toepassing op de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen.

Art. 11. De administratie der directe belastingen kan, in afwijking van de bepalingen van dit hoofdstuk, de belasting-schuldigen uitnodigen de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen te storten of over te schrijven op een centrale rekening.

In dit geval is de belastingschuldige ertoe gehouden gebruik te maken van het stortings-/overschrijvingsbiljet dat hun door de administratie wordt toegezonden en moet hij zich naar de erbij gevoegde richtlijnen gedragen.

HOOFDSTUK III. — Verjaring

Art. 12. De met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen verjaren door verloop van vijf jaren vanaf de dag van de verzending van het aanslagbiljet.

Die termijn kan worden gestuit op de wijze bepaald in de artikelen 2244 en volgende van het Burgerlijk Wetboek, of door afstand te doen van de op de verjaring verlopen termijn; in geval van stuiting van de verjaring treedt een nieuwe verjaring in, die op dezelfde wijze kan worden gestuit, door verloop van vijf jaren na de laatste akte of handeling waardoor de vorige verjaring is gestuit, indien geen geding vóór het gerecht ahangig is.

HOOFDSTUK IV. — Vervolgingen

Art. 13. De invordering van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen die niet binnen de wettelijke termijnen voldaan zijn, mag vervolgd worden overeenkomstig het bepaalde in de artikelen 196 tot 227 van het koninklijk besluit tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen.

HOOFDSTUK V. — Opsporing van de inbreuken

Art. 14. Onverminderd de bevoegdheden van de gerechtelijke officieren bij de parketten, zijn de ambtenaren en beambten van de administratie der directe belastingen, van de administratie der douanen en accijnzen, van de administratie van het kadaster, de beëdigde gemeenteambtenaren en -beambten, de rijkswachter, de gerechtelijke agenten bij de parketten, de speciale controleurs van de administratie van het vervoer en de leden van het toezichtspersoneel van het Hoog Comité van toezicht bevoegd om de overtredingen op te sporen en om, zelfs alleen, de processen-verbaal inzake de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen op te stellen.

Ces procès-verbaux, auxquels sont annexées éventuellement les explications écrites des contrevenants, sont rédigés à la requête du Ministre des Finances, poursuites et diligences du directeur des contributions directes, faisant élection de domicile dans ses bureaux; ils sont dispensés de l'affirmation ou du visa et de la notification.

Les procès-verbaux sont transmis aux fonctionnaires qui sont désignés à cet effet par le Ministre des Finances.

Titre II

TAXE DE CIRCULATION SUR LES VEHICULES AUTOMOBILES

CHAPITRE Ier

Taxis et véhicules donnés en location avec chauffeur

Art. 15. L'exemption prévue à l'article 5, § 1er, 8°, du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus s'applique :

1° aux véhicules automobiles affectés exclusivement à des services de taxis répondant aux conditions fixées par la loi du 23 juin 1969 relative aux services de taxis, et organisés en vertu d'une autorisation régulièrement délivrée en exécution de ladite loi;

2° aux véhicules automobiles qui, d'après leur type de construction et leur équipement, sont aptes à transporter au maximum neuf personnes, y compris le conducteur, et qui, à l'exclusion de tout autre usage, sont donnés en location avec chauffeur, en vue du transport de personnes à l'occasion de cérémonies, à la condition que chaque location ait une durée qui ne dépasse pas un jour et porte sur le véhicule et non pas sur chacune des places;

3° aux véhicules automobiles qui sont à la fois affectés aux services de taxis visés au 1° et à la location avec chauffeur dans les conditions précisées au 2°.

Art. 16. Sur réquisition des agents de la surveillance, le conducteur est tenu de fournir tous renseignements au sujet de l'utilisation du véhicule.

CHAPITRE II

Etablissement, constatation et contrôle de la puissance et du poids imposables

Art. 17. § 1er. La puissance imposable du moteur des véhicules est établie au moyen de la formule $P = k d^3 cn$, dans laquelle :

P représente la puissance imposable exprimée en chevaux-vapeur;

k représente un coefficient variable en fonction de l'alésage des cylindres selon le tableau ci-après;

d représente l'alésage des cylindres en mètre;

c représente la course des pistons en mètre;

n représente le nombre de cylindres.

Tableau des valeurs du coefficient k

Alésage en millimètres	Valeur du coefficient
jusque et y compris 69	6 000
70	5 887
71	5 777
72	5 672
73	5 570
74	5 471
75	5 376
76	5 284
77	5 194
78	5 108
79	5 024
80	4 943
81	4 864
82	4 788
83	4 714
84	4 642
85	4 572
86	4 504
87	4 438
88	4 373
89	4 310
90 et plus	4 250

Die processen-verbaal, waarbij eventueel de schriftelijke uitleggingen van de overtreeders worden gevoegd, worden opgesteld ten verzoeken van de Minister van Financiën, op vervolging en benaarding van de directeur der directe belastingen, domicilie kiezend in zijn kantoren; zij zijn vrijgesteld van bevestiging of visum en van betekening.

De processen-verbaal worden toegezonden aan de ambtenaren die daartoe door de Minister van Financiën zijn aangewezen.

Titel II

VERKEERSBELASTING OP DE AUTOVOERTUIGEN

HOOFDSTUK I

Taxi's en voertuigen verhuurd met bestuurder

Art. 15. De vrijstelling bedoeld bij artikel 5, § 1, 8°, van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen is van toepassing :

1° op de autovoertuigen die uitsluitend aangewend worden tot taxidiensten onder de voorwaarden bepaald bij de wet van 23 juni 1969 betreffende de taxidiensten, en ingericht krachtens een vergunning of machtiging, regelmatig afgeleverd ter uitvoering van gezegde wet;

2° op de autovoertuigen die, naar constructie en uitrusting, geschikt zijn voor het vervoer van ten hoogste negen personen, de bestuurder inbegrepen, en die, met uitsluiting van elk ander gebruik, met bestuurder worden verhuurd om ter gelegenheid van plechtigheden personen te vervoeren, op voorwaarde dat de duur van elke verhuuring niet meer dan één dag bedraagt en dat de verhuuring op het voertuig en niet op elk der plaatsen slaat;

3° op de autovoertuigen die tegelijk aangewend worden tot taxidiensten bedoeld onder 1° en tot verhuuring met bestuurder onder de voorwaarden bepaald bij 2°.

Art. 16. De bestuurder moet, op verzoek van de toezichtsbeambten, alle inlichtingen nopens het gebruik van het voertuig verstrekken.

HOOFDSTUK II

Bepaling, opneming en controle van de belastbare kracht en het belastbaar gewicht

Art. 17. § 1. De belastbare kracht van de motor der voertuigen wordt bepaald door middel van de formule $P = k d^3 cn$, waarin :

P staat voor de belastbare kracht in paardekracht;

k staat voor een coëfficiënt die naargelang van de cilinderboring varieert volgens onderstaande tabel;

d staat voor de cilinderboring in meter;

c staat voor de zuigerslag in meter;

n staat voor het aantal cilinders.

Tabel der waarden van coëfficiënt k

Uitboring in millimeter	Waarde van coëfficiënt
tot en met 69	6 000
70	5 887
71	5 777
72	5 672
73	5 570
74	5 471
75	5 376
76	5 284
77	5 194
78	5 108
79	5 024
80	4 943
81	4 864
82	4 788
83	4 714
84	4 642
85	4 572
86	4 504
87	4 438
88	4 373
89	4 310
90 en meer	4 250

La valeur du coefficient k est toutefois fixée comme suit, pour les véhicules employés exclusivement pour le transport rémunéré de personnes en vertu d'une autorisation délivrée en vue de l'exploitation de services d'autocars en exécution de l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 et dont le moteur est alimenté au gasoil :

alésage jusque et y compris 89 : 3 400;
alésage de 90 et plus : 3 500.

Les alésages et les courses sont exprimés en millimètres; les fractions de millimètre sont comptées pour un millimètre ou sont négligées, selon qu'elles dépassent ou non un demi-millimètre.

§ 2. La puissance imposable ne peut toutefois être supérieure à celle qui résulte de l'application de la formule :

$$P = 4 Cy + \frac{Pds}{4}$$

P représente la puissance imposable exprimée en chevaux-vapeur;

Cy représente la cylindrée du moteur exprimée en litres;

Pds représente le poids du véhicule en ordre de marche, exprimé en centaines de kilogrammes.

Les fractions de décilitre sont comptées pour un décilitre ou sont négligées, selon qu'elles dépassent ou non un demi-décilitre.

Les fractions de centaine de kilogrammes sont comptées pour cent kilogrammes ou sont négligées, selon qu'elles dépassent ou non cinquante kilogrammes.

Art. 18. Par dérogation aux dispositions de l'article 17, la puissance imposable des véhicules pourvus d'un moteur à pistons rotatifs est fixée au moyen de la formule :

$$P = 4 V + \frac{Pds}{4}$$

P représente la puissance imposable exprimée en chevaux-vapeur;

V représente le volume utile des chambres de combustion;

Pds représente le poids du véhicule en ordre de marche, exprimé en centaines de kilogrammes.

Le volume utile des chambres de combustion est égal à la cylindrée moyenne des moteurs à pistons alternatifs dont la puissance réelle, exprimée selon les normes retenues par les constructeurs d'automobiles, correspond à celle du moteur à pistons rotatifs.

Les fractions de centaine de kilogrammes sont comptées pour cent kilogrammes ou sont négligées, selon qu'elles dépassent ou non cinquante kilogrammes.

Art. 19. Par dérogation aux dispositions de l'article 17, la puissance imposable des véhicules pourvus d'un moteur électrique est fixée au moyen de la formule :

$$P = 0,0012 \text{ n.e.i.}, \text{ dans laquelle :}$$

P représente la puissance imposable exprimée en chevaux-vapeur;

n représente le nombre d'éléments;

e représente la force électromotrice moyenne aux bornes d'un élément au régime habituel, en volts;

i représente l'intensité moyenne du courant au même régime, en ampères.

Art. 20. § 1er. La constatation et le contrôle des éléments nécessaires à l'établissement de la puissance ou du poids imposables s'opèrent au moyen des indications des factures, catalogues, notices descriptives, bons de pesage ou de tous autres documents reconnus probants.

§ 2. Lorsqu'elle le juge nécessaire, l'administration des contributions directes fait procéder au pesage ou à l'examen complet du véhicule.

Art. 21. § 1er. Les constructeurs, les importateurs et les assembleurs de voitures automobiles et de véhicules de structure mixte sont tenus de notifier au directeur général des contributions directes tous les éléments nécessaires à l'établissement de la base imposable des véhicules de série qu'ils construisent, importent ou assemblent.

La notification, accompagnée d'une documentation donnant la description du véhicule, doit être faite au moins huit jours avant la mise sur le marché de tout modèle ou type de véhicule, au moyen d'une formule mise à la disposition des intéressés par l'administration des contributions directes.

Voor de voertuigen waarvan de motor met zware olie wordt aangedreven en die uitsluitend gebruikt worden voor het bezoldigd vervoer van personen krachtens een machtiging afgeleverd met het oog op het exploiteren van autocardiënen, ter voldoening aan de besluitwet van 30 december 1946, wordt de waarde van de coëfficiënt k nochtans als volgt vastgesteld :

uitboring tot en met 89 : 3 400;
uitboring 90 en meer : 3 500.

Cilinderboring en zuigerslag worden uitgedrukt in millimeter; gedeelten van een millimeter worden voor een millimeter aangerekend of weggelaten naargelang zij al dan niet de halve millimeter overschrijden.

§ 2. De belastbare kracht mag echter niet hoger zijn dan die welke verkregen wordt door toepassing van de formule :

$$P = 4 Cy + \frac{Gew}{4}$$

P staat voor de belastbare kracht uitgedrukt in paardekracht;

Cy staat voor de cilinderinhoud van de motor uitgedrukt in liter;

Gew staat voor het gewicht van het rijklaar voertuig, uitgedrukt in honderden kilogram.

Gedeelten van een deciliter worden voor een deciliter aangerekend of weggelaten naargelang zij al dan niet de halve deciliter overschrijden.

Gedeelten van honderd kilogram worden voor honderd kilogram aangerekend of weggelaten naargelang zij al dan niet de vijftig kilogram overschrijden.

Art. 18. In afwijking van de bepalingen van artikel 17, wordt de belastbare kracht van de voertuigen uitgerust met motoren met draaiende zuigers bepaald door middel van de formule :

$$P = 4 V + \frac{Gew}{4}$$

P staat voor de belastbare kracht uitgedrukt in paardekracht;

V staat voor het nuttige volume van de verbrandingskamers;

Gew staat voor het gewicht van het rijklaar voertuig uitgedrukt in honderden kilogram.

Het nuttige volume van de verbrandingskamers is gelijk aan de gemiddelde cilinderinhoud van motoren met heen- en weergaande zuigers, waarvan de werkelijke motorcracht volgens de normen aangenomen door de automobileconstructeurs, overeenstemt met die van de motor met draaiende zuigers.

Gedeelten van honderd kilogram worden voor honderd kilogram aangerekend of weggelaten, naargelang zij al dan niet de vijftig kilogram overschrijden.

Art. 19. In afwijking van de bepalingen van artikel 17, wordt de belastbare kracht van de voertuigen uitgerust met electromotoren bepaald door middel van de formule :

$$P = 0,0012 \text{ n.e.i.}, \text{ waarin :}$$

P staat voor de belastbare kracht in paardekracht;

n staat voor het aantal elementen;

e staat voor de gemiddelde electromotorische kracht aan de klemmen van een element bij gewone regeling, in volts;

i staat voor de gemiddelde sterkte van de stroom bij dezelfde regeling, in ampères.

Art. 20. § 1. Het opnemen en de controle van de elementen nodig tot het bepalen van de belastbare kracht en het belastbaar gewicht gebeuren door middel van de aanduidingen op de facturen, in catalogussen, beschrijvende handleidingen, weegbons of van alle andere bewijskrachtige documenten.

§ 2. Zo nodig, gaat de administratie der directe belastingen over tot het wegen van het voertuig of tot een grondig onderzoek ervan.

Art. 21. § 1. De constructeurs, de invoerders en de monteurs van personenauto's en voertuigen met gemengde structuur zijn gehouden aan de directeur-generaal der directe belastingen alle nodige elementen voor het bepalen van de belastbare basis van de door hen gefabriceerde, ingevoerde of gemonteerde serievoertuigen mede te delen.

Deze mededeling, samen met een documentatie houdende de beschrijving van het voertuig, moet ten minste acht dagen vóór het op de markt brengen van elk model of type van voertuig, worden gedaan door middel van een door de administratie der directe belastingen ter beschikking van de betrokkenen gesteld formulier.

§ 2. L'administration des contributions directes peut faire procéder à l'examen complet d'un véhicule-type.

Art. 22. Le lieu, la date et l'heure du pesage ou de l'examen complet du véhicule sont portés, au moins cinq jours à l'avance, à la connaissance des intéressés qui sont tenus de présenter le véhicule en ordre de marche.

CHAPITRE III. — Taxe quotidienne

Art. 23. § 1er. Le conducteur d'un véhicule assujéti à la taxe quotidienne prévue par l'article 24 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus doit se munir, lors de la première entrée en Belgique, d'un carnet de séjour qui lui est délivré, à ses frais, par l'administration des douanes et accises.

§ 2. Le prix de ce carnet est fixé par le Ministre des Finances.

Art. 24. § 1er. Les receveurs des douanes, les agents qui gèrent les succursales des bureaux de douane et, à la frontière belgo-luxembourgeoise, les agents qui gèrent les offices de perception, sont habilités à percevoir la taxe quotidienne.

§ 2. A cet effet, le Ministre des Finances ou son délégué peut :

1° désigner les bureaux de douane, les succursales de bureaux de douane et les autres offices de perception établis à la frontière où les paiements visés au § 1er doivent être effectués;

2° fixer les heures pendant lesquelles ces paiements doivent être effectués aux bureaux, succursales ou offices susdits.

CHAPITRE IV. — Déclaration

Art. 25. La déclaration d'un véhicule est faite au moyen d'un formulaire délivré par l'administration des contributions directes.

La déclaration, dûment remplie et signée par le redevable ou son mandataire, est remise au receveur ou au service des contributions directes chargé de la recueillir.

Lorsque la déclaration est souscrite par un mandataire, celui-ci doit justifier du mandat en vertu duquel il agit.

Art. 26. Le redevable est tenu de déclarer toute modification d'un des éléments de la déclaration, préalablement à la mise en usage du véhicule dans les nouvelles conditions.

CHAPITRE V. — Signe distinctif fiscal

Art. 27. § 1er. Le signe distinctif fiscal doit être fixé sur le véhicule d'une manière permanente, à l'abri des intempéries, à un endroit visible de l'extérieur et facilement accessible à la vue.

§ 2. Les véhicules exempts de la taxe ne doivent être munis d'aucun signe distinctif fiscal.

Art. 28. § 1er. L'administration des contributions directes peut exiger la restitution, dans les huit jours, de tout signe distinctif fiscal devenu inutile. A la demande du contribuable, il est délivré un reçu.

§ 2. Toutefois, tout signe distinctif fiscal valable jusqu'au 31 décembre d'une année doit être restitué au plus tard le 3 janvier de l'année suivante lorsque la déclaration qui a donné lieu à la délivrance de ce signe est annulée.

Art. 29. Sans préjudice des dispositions de l'article 31, alinéa 3, du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, un duplicata du signe distinctif peut être délivré, en cas de vol, perte ou détérioration de ce document, moyennant paiement d'une somme de cinquante francs et restitution du signe détérioré.

CHAPITRE VI

Taxe communale sur les véhicules automobiles

Art. 30. La taxe communale sur les véhicules automobiles est payable en même temps que la taxe due à l'Etat.

§ 2. De administratie der directe belastingen kan overgaan tot het volledig onderzoek van een type-voertuig.

Art. 22. Plaats, datum en uur van de weging of van het volledig onderzoek van het voertuig worden ten minste vijf dagen vooraf medegedeeld aan de betrokkenen, die gehouden zijn het voertuig in bedrijfsvaardige toestand aan te bieden.

HOOFDSTUK III. — De dagelijkse belasting

Art. 23. § 1. De bestuurder van een voertuig dat onderworpen is aan de dagelijkse belasting bepaald bij artikel 24 van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, moet zich, bij het eerste binnenkomen in België, een verblijfboekje aanschaffen dat hem, op zijn kosten, uitgereikt wordt door de administratie der douanes en accijnzen.

§ 2. De prijs van dit boekje wordt door de Minister van Financiën bepaald.

Art. 24. § 1. De ontvangers der douanes, de beambten die hulpkantoren der douanes beheren en, aan de Belgisch-Luxemburgse grens, de beambten die inningsposten beheren, zijn bevoegd om de dagelijkse belasting te innen.

§ 2. Te dien einde kan de Minister van Financiën of zijn gemachtigde :

1° de kantoren en hulpkantoren der douanes en de andere aan de grens opgerichte inningsposten aanwijzen waar de bij § 1 bedoelde betalingen moeten worden gedaan;

2° de uren bepalen tijdens welke deze betalingen in de genoemde kantoren, hulpkantoren of inningsposten moeten geschieden.

HOOFDSTUK IV. — De aangifte

Art. 25. De aangifte van een voertuig geschiedt door middel van een formulier afgeleverd door de administratie der directe belastingen.

De aangifte, behoorlijk ingevuld en ondertekend door de belastingsschuldige of zijn mandataris, wordt ingediend bij de ontvanger of de dienst der directe belastingen belast met de inzameling ervan.

Wanneer de aangifte door een mandataris wordt onderschreven, moet deze doen blijken van het mandaat krachtens hetwelk hij optreedt.

Art. 26. De belastingsschuldige is gehouden elke wijziging van één der elementen van de aangifte aan te geven vóór elk gebruik van het voertuig in zijn gewijzigde toestand.

HOOFDSTUK V. — Fiscaal kenteken

Art. 27. § 1. Het fiscaal kenteken moet blijvend op het voertuig bevestigd zijn op een tegen weer en wind beschutte en van buitenuit goed zichtbare plaats.

§ 2. De van belasting vrijgestelde voertuigen zijn ontslagen van enigerlei fiscaal kenteken.

Art. 28. § 1. De administratie der directe belastingen mag, binnen de acht dagen, de teruggave vorderen van elk overbodig geworden fiscaal kenteken. Op verzoek van de belastingsschuldige wordt een ontvangstbewijs afgeleverd.

§ 2. Nochtans, elk fiscaal kenteken, geldig tot 31 december van een jaar, moet uiterlijk op 3 januari van het volgende jaar worden teruggegeven, wanneer de aangifte, op zicht waarvan dit kenteken werd uitgereikt, wordt ingetrokken.

Art. 29. Onverminderd de bepalingen van artikel 31, lid 3, van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, mag, in geval van diefstal, verlies of beschadiging van het fiscaal kenteken, een duplicaat van dit document worden uitgereikt tegen betaling van een som van vijftig frank en teruggave van het beschadigde kenteken.

HOOFDSTUK VI

De gemeentebelasting op de motorrijtuigen

Art. 30. De gemeentebelasting op de motorrijtuigen is terzelfdertijd betaalbaar als de rijksbelasting.

Art. 31. § 1er. Lorsqu'elle n'a pas été versée dans le délai fixé à l'article 30, ou lorsqu'elle n'a pas été établie au moment de la déduction de la taxe de l'Etat, la taxe communale sur les véhicules automobiles fait l'objet de rôles formés selon les modalités fixées par le directeur général des contributions directes et elle est exigible immédiatement pour sa totalité.

§ 2. La taxe est portée dans un rôle rattaché à l'année budgétaire en cours à la date de son exécutoire; il est fait application du taux afférent aux exercices d'impositions respectifs.

Art. 32. La base imposable est fixée en centaines de francs; les fractions de moins de cent francs sont arrondies à la centaine supérieure ou inférieure, suivant qu'elles atteignent ou excèdent cinquante francs ou qu'elles sont inférieures à ce dernier montant.

Art. 33. Les dispositions des articles 5 à 14 sont applicables à la taxe communale sur les véhicules automobiles.

Art. 34. Une somme égale à 3 p.c. de la taxe communale payée par le redevable est retenue au profit du Trésor à titre de rémunération des opérations de perception.

Titre III

TAXE SUR LES JEUX ET PARIS

CHAPITRE Ier. — Jeux de casino

Art. 35. La taxe sur les jeux et paris relative au jeu de roulette avec zéro est établie sur la même base et suivant les mêmes taux et modalités que la taxe sur le jeu de roulette sans zéro.

CHAPITRE II. — Bagues pour pigeons voyageurs

Art. 36. Le directeur général des contributions directes approuve chaque année le modèle des bagues pour pigeons servant à la perception de la taxe. Celles-ci portent le millésime de l'année suivante, un numéro ainsi qu'une marque distinctive.

Art. 37. Les bagues sont confectionnées, à l'intervention de la fédération colombophile agréée, exclusivement par des fabricants agréés par le directeur général des contributions directes.

Celui-ci peut prescrire que la fourniture des bagues du modèle arrêté fasse l'objet d'une adjudication publique réservée aux seuls fabricants agréés.

Art. 38. § 1er. L'agrément est accordée, jusqu'à révocation, aux fabricants de bagues qui en font la demande par écrit et qui fournissent une garantie réelle de 25 000 francs, pour réparation éventuelle du préjudice que subirait le Trésor en cas de fraude commise à leur intervention.

§ 2. Sous peine de retrait de l'agrément, tout fabricant agréé doit tenir un registre où il inscrit journalièrement les commandes et les expéditions de bagues; pour chaque expédition, il forme deux bordereaux qu'il transmet l'un au destinataire des bagues et l'autre au contrôle des contributions directes dans le ressort duquel le destinataire est établi.

CHAPITRE III. — Courses de chevaux

Section I. — Ouverture d'un champs de courses et organisation de courses de chevaux

Art. 39. § 1er. L'autorisation d'ouvrir un champ de courses ou d'organiser des courses de chevaux n'est accordée qu'aux personnes physiques majeures, aux sociétés ayant la personnalité juridique et aux sociétés civiles, dont l'activité a principalement pour but l'encouragement de l'élevage et l'amélioration du cheval ou se limite dans ce domaine à l'organisation de cinq réunions de courses par an au maximum.

§ 2. La demande d'autorisation doit :

a) être adressée par écrit au directeur régional des contributions directes dans le ressort duquel se trouve le champ de courses ou dans le ressort duquel les courses de chevaux sont organisées;

Art. 31. § 1. Wanneer zij niet binnen de in artikel 30 bepaalde termijn wordt gestort, of wanneer zij niet was gevestigd op het tijdstip van de eisbaarheid van de rijksbelasting, wordt de gemeentebelasting op de motorrijtuigen in een kohier opgenomen volgens de door de directeur-generaal der directe belastingen gestelde regelen en wordt zij, voor haar geheel, onmiddellijk eisbaar.

§ 2. De belastingen worden opgenomen in kohieren verbonden aan het begrotingsjaar dat loopt op de datum waarop ze uitvoerbaar worden verklaard; toegepast worden de tarieven in verband met de desbetreffende aanslagjaren.

Art. 32. De belastbare grondslag wordt in honderdtallen frank vastgesteld; breuken van minder dan honderd frank worden tot een honderdtal naar boven of naar beneden afgerond naargelang zij vijftig frank en meer, of minder dan vijftig frank bedragen.

Art. 33. De artikelen 5 tot 14 zijn van toepassing op de gemeentebelasting op de motorrijtuigen.

Art. 34. Een bedrag, gelijk aan 3 t.h. van de door de belastingsschuldige betaalde gemeentebelasting, wordt ten bate van de Staatskas afgehouden als vergoeding voor inningsverrichtingen.

Titel III

BELASTING OP DE SPELEN EN DE WEDDENSCHAPPEN

HOOFDSTUK I. — Casinospelen

Art. 35. De belasting op de spelen en de weddenschappen betreffende het roulettespel met zero wordt geheven op dezelfde grondslag en volgens hetzelfde tarief en dezelfde modaliteiten als de belasting op het roulettespel zonder zero.

HOOFDSTUK II. — Duivenringen

Art. 36. Ieder jaar wordt het model der duivenringen waarop de belasting geheven wordt, door de directeur-generaal der directe belastingen goedgekeurd. Die ringen voeren het jaartal van het volgende jaar, een nummer, alsmede een merkteken.

Art. 37. De ringen worden, door bemiddeling van de erkende duivenliefhebbersbond, uitsluitend vervaardigd door fabrikanten erkend door de directeur-generaal der directe belastingen.

De directeur-generaal der directe belastingen mag voorschrijven dat de levering der ringen van het goedgekeurde model openbaar wordt aanbested, waarbij alleen de erkende fabrikanten tot inschrijving worden toegelaten.

Art. 38. § 1. De erkenning wordt, tot intrekking, verleend aan de fabrikanten van ringen die er schriftelijk om verzoeken en die een zakelijke waarborg storten van 25 000 frank tot gebeurlijk herstel van de schade aan de Schatkist berokkend wegens bedrog door hun tussenkomst gepleegd.

§ 2. Op straffe van intrekking der erkenning, moet elke erkende fabrikant een register houden waarin hij dagelijks de bestellingen en de verzendingen van ringen noteert; voor elke verzending legt hij twee borderellen aan waarvan één exemplaar wordt afgegeven aan de bestemming der ringen en het ander exemplaar aan de controle der directe belastingen van het gebied waar de bestemming is gevestigd.

HOOFDSTUK III. — Paardenwedrennen

Afdeling I. — Opening van paardenwedrenbanen en inrichting van paardenwedrennen

Art. 39. § 1. Vergunning tot het openen van een renbaan of tot het inrichten van paardenwedrennen wordt alleen verleend aan meerderjarige natuurlijke personen, aan vennootschappen met rechtspersoonlijkheid en aan burgerlijke vennootschappen, wier activiteit er in hoofdzaak op gericht is het fokken en veredelen van paarden aan te moedigen, of zich op dat gebied beperkt tot het inrichten van ten hoogste vijf wedrenbijekomsten per jaar.

§ 2. De aanvraag om toelating moet :

a) schriftelijk gericht worden tot de gewestelijke directeur der directe belastingen van het gebied waar de renbaan gelegen is of waar de paardenwedrennen worden ingericht;

b) être présentée au plus tard un mois avant la date fixée pour l'ouverture du champ de courses ou l'organisation des courses. Toutefois, ce délai est ramené à quinze jours si la demande est relative à l'organisation de courses supplémentaires.

Art. 40. Ne peuvent ouvrir un champ de courses ou organiser des courses de chevaux, soit par eux-mêmes, soit par personne interposée :

1° ceux qui ont été condamnés à une peine criminelle;

2° ceux qui ont été condamnés pour une des infractions prévues aux chapitres IV, V, VI et VII du titre VII, du livre II, du Code pénal;

3° ceux qui tiennent ou qui ont tenu une maison de débauche ou un établissement de prostitution clandestine; la déchéance est encourue dès que le fait de tenir une telle maison ou un tel établissement est établi par une décision du collège des bourgmestres et échevins prise avant le 24 septembre 1948 ou par une décision judiciaire;

4° ceux qui ne sont pas en règle quant à leurs obligations fiscales.

Cette dernière interdiction cesse dès que lesdites obligations ont été remplies.

Art. 41. Le demandeur doit produire :

1° les documents établissant son droit à l'obtention de l'autorisation, au regard des dispositions des articles 39, § 1er et 40;

2° un plan détaillé du champ de courses et de ses dépendances;

3° le programme détaillé des réunions de courses pour l'année ou la période pour laquelle il sollicite l'autorisation.

Art. 42. § 1er. L'autorisation est accordée soit pour une année ou une période déterminée, soit jusqu'à révocation.

§ 2. Lorsque l'autorisation est délivrée jusqu'à révocation, son titulaire est tenu de produire, au plus tard le 31 janvier de chaque année, le compte des recettes et des dépenses de l'année ou de la période antérieure, ainsi que le programme détaillé des réunions de courses pour l'année en cours.

Art. 43. Tout titulaire d'une autorisation est tenu :

1° d'interdire l'accès du champ de courses aux organisateurs ou exploitants de paris en défaut de remplir leurs obligations fiscales;

2° de mettre à la disposition des agents de la surveillance le local et le mobilier indispensables à l'exercice de leur mission.

Section II. — Organisation ou exploitation de paris sur courses de chevaux

Art. 44. Peuvent être organisés, exploités ou acceptés :

a) dans l'enceinte d'un champ de courses autorisé, les paris dits « mutuel » ou « à la cote », lorsqu'ils se rapportent à des courses organisées dans cette enceinte;

b) dans une agence ou une succursale d'agence autorisée aux conditions fixées par le Ministre des Finances, les paris sur les courses belges ou étrangères avec répartition, soit d'après les résultats du pari dit « mutuel » organisé dans l'enceinte des champs de courses, soit d'après une cote conventionnelle à laquelle se réfèrent les parties.

Art. 45. A l'exclusion des personnes visées à l'article 40, peuvent être autorisées à organiser, exploiter ou accepter des paris sur les courses de chevaux, les personnes physiques majeures, les sociétés possédant la personnalité juridique et les sociétés civiles.

Art. 46. § 1er. La demande d'autorisation doit :

1° être adressée, par écrit, au directeur régional des contributions directes dans le ressort duquel les paris seront organisés, exploités ou acceptés;

2° être présentée au plus tard quinze jours avant le commencement des opérations;

3° être appuyée des documents établissant le droit du demandeur à l'obtention de l'autorisation, notamment au regard des dispositions des articles 44 et 45;

b) worden ingediend uiterlijk één maand vóór de datum van de opening van de wedrenbaan of van de inrichting der wedrennen. Deze termijn wordt echter op vijftien dagen gesteld, indien de aanvraag betrekking heeft op het inrichten van bijkomende wedrennen.

Art. 40. Mogen geen wedrenbaan openen of paardenwedrennen inrichten, hetzij zelf, hetzij door een tussenpersoon :

1° zij die tot een criminele straf zijn veroordeeld;

2° zij die veroordeeld zijn wegens een van de misdrijven omschreven in de hoofdstukken IV, V, VI en VII van titel VII, van boek II van het Strafwetboek;

3° zij die een ontuchthuis of een inrichting voor geheime prostitutie houden of hebben gehouden; het vervalt wordt opgelopen zodra het houden van zulk een huis of inrichting vastgesteld is door een vóór 24 september 1948 genomen beslissing van het college van burgemeester en schepenen, of door een rechterlijke beslissing;

4° zij die met hun fiscale verplichtingen niet in regel zijn.

Dit laatste verbod vervalt zodra gezegde verplichtingen zijn vervuld.

Art. 41. De aanvrager moet voorleggen :

1° de documenten tot staving van zijn recht op toelating ten aanzien van de bepalingen van de artikelen 39, § 1 en 40;

2° een omstandig plan van de renbaan en van haar aanhorigheden;

3° het omstandig programma van de wedrenbijeenkomsten van het jaar of van de periode waarvoor de toelating wordt gevraagd.

Art. 42. § 1. De toelating geldt hetzij voor een bepaald jaar of tijdperk, hetzij tot intrekking.

§ 2. Wanneer de toelating wordt verleend tot intrekking, moet de houder ervan uiterlijk op 31 januari van elk jaar de opgave voorleggen van de ontvangsten en uitgaven van het vorige jaar of tijdperk, alsmede het omstandig programma van de wedrenbijeenkomsten van het lopende jaar.

Art. 43. Iedere houder van een toelating is gehouden :

1° de toegang tot de renbaan te ontzeggen aan de inrichters of exploitanten van weddenschappen die hun fiscale verplichtingen niet nakomen;

2° een lokaal met het nodige meubilair ter beschikking te stellen van de toezichtsbeambten voor het vervullen van hun opdracht.

Afdeling II. — Inrichting of exploitatie van weddenschappen op paardenwedrennen

Art. 44. Mogen worden ingericht, geëxploiteerd of aangenomen :

a) binnen de omheining van de erkende renbanen, de zogenaamde « onderlinge » weddenschappen of de weddenschappen « bij notering », zo zij betrekking hebben op de binnen deze omheining gelopen wedrennen;

b) in de agentschappen of bijhuizen van agentschappen, toegelaten onder de voorwaarden bepaald door de Minister van Financiën, de weddenschappen op de Belgische en buitenlandse wedrennen met verdeling, hetzij volgens de resultaten van de zogenaamde « onderlinge » weddenschappen binnen de omheining der renbanen, hetzij volgens een conventionele notering naar dewelke de partijen verwijzen.

Art. 45. Met uitsluiting van de personen bedoeld in artikel 40, kunnen vergunning krijgen tot het inrichten, exploiteren of aannemen, van weddenschappen op paardenwedrennen, meerderjarige natuurlijke personen, vennootschappen met rechtspersoonlijkheid en burgerlijke vennootschappen.

Art. 46. § 1. De aanvraag om toelating moet :

1° schriftelijk gericht worden tot de gewestelijke directeur der directe belastingen van het gebied waar de weddenschappen worden ingericht, geëxploiteerd of aangenomen;

2° worden ingediend uiterlijk vijftien dagen vóór het begin van de verrichtingen;

3° gestaafd zijn door documenten die het recht van de aanvrager op de toelating bewijzen, inzonderheid ten aanzien van de bepalingen van de artikelen 44 en 45;

4° indiquer le ou les endroits précis où les paris seront acceptés;

5° préciser le mode de cautionnement adopté;

6° contenir l'engagement de respecter les modalités d'acceptation des paris, telles que celles-ci sont fixées par le directeur général des contributions directes et de refuser d'accepter des paris de la part de personnes mineures.

§ 2. Lorsque la demande d'autorisation postule l'ouverture d'une agence ou d'une succursale d'agence, elle doit être accompagnée :

1° d'un plan des locaux indiquant les tenants et les aboutissants;

2° des documents justifiant que le responsable de l'agence ou de la succursale d'agence n'a pas encouru une des peines ou déchéances prévues à l'article 40, 1° à 3°;

3° d'un engagement :

a) de n'occuper aucune personne mineure;

b) de respecter les mesures de contrôle arrêtées par le directeur général des contributions directes, notamment en ce qui concerne les jours et heures d'ouverture des locaux, le texte ou le modèle des avis ou communications au public.

Art. 47. L'autorisation est révocable en tout temps sans préavis ni indemnité.

Elle est retirée notamment lorsque la taxe due pour une agence ou une succursale d'agence n'atteint pas 100 000 francs pour une année civile ou respectivement les trois quarts, la moitié ou le quart de ce montant, suivant que l'autorisation est délivrée dans le courant du deuxième, du troisième ou du quatrième trimestre de ladite année.

Art. 48. Tout organisateur ou exploitant de paris doit :

1° délivrer des tickets ou billets indiquant notamment son nom, la date et le numéro de la course, la désignation du cheval, la nature et le montant du pari et éventuellement la cote;

2° tenir une comptabilité mentionnant notamment le montant des paris acceptés et le résultat des opérations;

3° produire son autorisation et la comptabilité à toute réquisition de l'administration des contributions directes ou des agents de la surveillance et, au besoin, mettre à la disposition de ces derniers un local et le mobilier indispensables à l'exercice de leur mission.

Art. 49. Tout pari accepté doit être immédiatement comptabilisé. Des sommes ainsi enregistrées, peuvent toutefois être déduites :

1° les paris relatifs à une course annulée ou supprimée ou à un cheval déclaré forfait;

2° les paris cédés à d'autres organisateurs ou exploitants et dûment comptabilisés par ceux-ci sans augmentation de la cote;

3° les paris qui n'ont pas été encaissés et dont l'irrécouvrabilité est dûment établie, lorsqu'ils ont été acceptés dans l'enceinte d'un champ de courses.

Art. 50. § 1er. Les organisateurs ou exploitants de paris acceptés dans l'enceinte d'un champ de courses sont autorisés à prélever au maximum :

1° 17,5 p.c., taxe comprise, du montant des sommes engagées au pari dit « mutuel »;

2° 7 p.c. du montant global du gain des parieurs en ce qui concerne les autres paris.

§ 2. Les tenanciers d'agences et de succursales d'agences de paris sur courses de chevaux sont tenus de verser à l'Association sans but lucratif pour l'encouragement de l'élevage en Belgique du cheval de pur sang et de demi-sang, un montant égal à 4 p.c. de la différence entre la somme attribuée au parieur au titre de gain ou de remboursement de mises et celle engagée par celui-ci. Ce montant est déterminé pour chaque ticket d'enregistrement de paris.

Lesdits tenanciers peuvent opérer la retenue de ce montant, nonobstant toute opposition du parieur.

4° nauwkeurig de plaats(en) aanduiden waar weddenschappen zullen worden aangenomen;

5° nauwkeurig de aangenomen wijze van borgstelling vermelden;

6° de verbintenis behelzen dat de modaliteiten van aanneming der weddenschappen bepaald door de directeur-generaal der directe belastingen aanvaard worden en dat geen weddenschappen zullen worden aangenomen van minderjarigen.

§ 2. Wanneer de aanvraag om toelating de opening van een agentschap of bijhuis betreft, moet ze vergezeld zijn van :

1° een plan van de lokalen met aanduiding van de belendingen;

2° documenten ter rechtvaardiging dat de verantwoordelijke voor het agentschap of bijhuis geen van de straffen of verval als bedoeld in artikel 40, 1° tot 3°, heeft opgelopen;

3° een verklaring waarbij bevestigd wordt :

a) geen minderjarige personen in dienst te nemen;

b) de door de directeur-generaal der directe belastingen bepaalde controlematregelen te verbieden, inzonderheid in verband met de dagen en uren van opening der lokalen, de tekst of het model der berichten of mededelingen aan het publiek.

Art. 47. De toelating kan te allen tijde worden ingetrokken zonder opzegging, noch vergoeding.

Zij wordt ontnomen inzonderheid wanneer de belasting verschuldigd voor een agentschap of bijhuis van agentschap minder bedraagt dan 100 000 frank per kalenderjaar of respectievelijk minder dan de drie vierden, de helft of het vierde van dit bedrag, naargelang de toelating is verleend in de loop van het tweede, het derde of het vierde kwartaal van het bedoelde jaar.

Art. 48. Elke inrichter of exploitant van weddenschappen is gehouden :

1° tickets of biljetten uit te reiken waarop inzonderheid zijn naam, de datum en nummer van de wedren, de benaming van het paard, de aard en het bedrag van de weddenschap en eventueel de notering, dienen te worden vermeld;

2° een boekhouding aan te leggen waarin inzonderheid het bedrag der aangenomen weddenschappen en het resultaat van de verrichtingen worden opgetekend;

3° zijn toelating en zijn boekhouding op elk verzoek van de administratie der directe belastingen of van de toezichtsbearbten voor te leggen en, zo nodig, aan deze laatsten een lokaal met het nodige meubilair ter beschikking te stellen voor de uitoefening van hun opdracht.

Art. 49. Elke aangenomen weddenschap moet onmiddellijk worden ingeschreven. Van de aldus geboekte sommen mogen echter worden afgetrokken :

1° de weddenschappen betreffende een nietig-verklaarde of afgeschafte wedren of een paard dat als niet vertrekend is opgegeven;

2° de weddenschappen afgestaan aan andere inrichters of exploitanten en door deze laatsten behoorlijk geboekt zonder verhoging van notering;

3° de niet-geïnde weddenschappen die binnen de omheining van een renbaan werden aangenomen en waarvan de oninvorderbaarheid voldoende is bewezen.

Art. 50. § 1. De inrichters of exploitanten van weddenschappen aangenomen binnen de omheining der renbaan zijn gemachtigd een inhouding te doen van maximum :

1° 17,5 t.h., belasting inbegrepen, op het bedrag der sommen ingezet bij de zogenaamde « onderlinge » weddenschap;

2° 7 t.h. op het globaal bedrag van de winst der wedders in verband met de andere weddenschappen.

§ 2. De houders van agentschappen en van bijhuizen van agentschappen voor weddenschappen op paardenwedrennen zijn gehouden aan de « Association sans but lucratif pour l'encouragement de l'élevage en Belgique du cheval de pur sang et de demi-sang » een som te storten waarvan het bedrag bepaald wordt op 4 t.h. van het verschil tussen de som toegekend aan de wedder uit hoofde van winst of teruggave van inzetten en die door hem ingezet. Dit bedrag wordt voor elk ticket van weddenschap bepaald.

Bedoelde houders mogen dit bedrag van de toegekende sommen afhouden, ondanks elk verzet van de wedder.

CHAPITRE IV. — Cautionnements

Art. 51. § 1er. Le Ministre des Finances ou son délégué est chargé de désigner les catégories de personnes astreintes à fournir une garantie réelle et de fixer le montant de cette garantie en tenant compte de la nature et des conditions d'organisation des opérations.

§ 2. Cette garantie doit être fournie au plus tard huit jours avant le commencement des opérations.

Art. 52. La garantie réelle s'entend d'un cautionnement en numéraire ou en fonds publics.

CHAPITRE V. — Mesures de contrôle

Art. 53. Le directeur général des contributions directes arrête le modèle des documents destinés à justifier le montant des sommes engagées ainsi que celui des attributions faites à titre de prix ou autrement. Il peut, en outre, faire soumettre à l'approbation ou au visa préalable du fonctionnaire qu'il désigne, ces documents et tous autres dont la tenue est imposée.

Art. 54. A la requête du fonctionnaire désigné par le directeur général des contributions directes, le redevable de la taxe ainsi que la personne qui sollicite une autorisation, une agrégation ou une exemption quelconque doivent produire, dans le délai qui leur est imparti, tous les documents dont la tenue leur est imposée de même que tous autres documents ou renseignements de nature à assurer l'exacte perception de la taxe.

Art. 55. Le redevable de la taxe est tenu, de produire, à toute réquisition des agents de la surveillance, les fonds, effets ou autres valeurs versés pour les paris et ceux qui sont destinés au service des paris, aussi longtemps que ces fonds, effets ou valeurs n'ont pas été distribués.

Lorsque ceux-ci ont été momentanément confiés à des établissements financiers, le redevable est dispensé de cette obligation s'il produit un reçu spécifiant l'origine et la destination du dépôt.

Titre IV

TAXE SUR LES APPAREILS AUTOMATIQUES DE DIVERTISSEMENT

Classification des appareils imposables

Art. 56. Sans préjudice des dispositions de l'article 80, § 2, du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, les appareils désignés ci-après sont classés respectivement dans les catégories A, C, D, E et F visées à l'article 79, alinéa 2, du même Code :

1° dans la catégorie A :

a) les billards électriques à mise variable, généralement dénommés « Bingo », dont le jeu consiste à loger plusieurs boules ou billes dans des trous pratiqués dans le plan horizontal de l'appareil, à l'effet d'éclairer, sur le panneau du plan vertical, plusieurs chiffres ou signes sur une ligne horizontale, verticale ou diagonale, ou encore dans une zone déterminée, selon, le type de l'appareil;

b) les billards électriques à mise variable, généralement dénommés « One Ball », dont le jeu consiste à loger, sur le plan horizontal de l'appareil, une boule ou bille dans un des trous portant le même chiffre que celui qui est éclairé sur le panneau du plan vertical;

2° dans la catégorie C :

les grues automatiques munies de griffes ou de bras-poussoir, lorsque la mise, par partie et par utilisateur, est, même occasionnellement, de plus de deux francs;

3° dans la catégorie D :

a) les billards électriques à mise fixe, généralement dénommés « Pinball », « Flipper » ou « Flip-Tronic », dont le jeu consiste à lancer des boules ou des billes qui, au contact de certains obstacles se trouvant sur le plan horizontal de l'appareil, font apparaître, sur le panneau du plan vertical, le résultat du jeu sous forme de points, de signes ou de figurines;

b) les jeux automatiques de quilles qui sont normalement amovibles et qui requièrent habituellement l'emploi de boules ou de billes;

HOOFDSTUK IV. — Waarborgen

Art. 51. § 1. De Minister van Financiën of zijn gemachtigde wordt ermee belast de categorieën van personen aan te duiden die een zakelijke waarborg moeten stellen en het bedrag van die waarborg te bepalen, rekening houdend met de aard en de inrichtingsvoorwaarden van de verrichtingen.

§ 2. Deze waarborg dient uiterlijk acht dagen vóór de aanvang van de verrichtingen te worden verstrekt.

Art. 52. Onder zakelijke waarborg dient verstaan een borgstelling in specie of in openbare fondsen.

HOOFDSTUK V. — Controlemaatregelen

Art. 53. De directeur-generaal der directe belastingen bepaalt het model van de documenten dienende ter rechtvaardiging van het bedrag der ingezette sommen, alsmede van het bedrag der toekenningen uit hoofde van prijzen of andere voordelen. Hij mag bovendien deze en alle andere opgelegde documenten aan de goedkeuring of het voorafgaande visum van een door hem aangezeten ambtenaar doen onderwerpen.

Art. 54. Op verzoek van de door de directeur-generaal der directe belastingen aangewezen ambtenaar, moeten de belastingsschuldigen, alsmede de persoon die enigerlei toelating, erkenning of vrijstelling vraagt, binnen de hem toegestane termijn, alle opgelegde documenten overleggen alsmede alle andere documenten of inlichtingen verstrekken ter verzekering van de juiste heffing van de belasting.

Art. 55. Op elk verzoek van de toezichtsbeambten is de belastingsschuldige gehouden de fondsen, effecten en andere waarden gestort voor de weddenschappen en die welke bestemd zijn voor de dienst der weddenschappen over te leggen, zolang die fondsen, effecten of waarden niet werden uitgedeeld.

Wanneer deze tijdelijk aan een financiële inrichting werden toevertrouwd, is de belastingsschuldige ontslagen van deze verplichting indien hij een ontvangstbewijs overlegt dat de oorsprong en de bestemming van de bewaargeving aanduidt.

Titel IV

BELASTING OP DE AUTOMATISCHE ONTSPANNINGSTOESTELLEN

Rangschikking van de belastbare toestellen

Art. 56. Onverminderd de bepalingen van artikel 80, § 2, van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, worden de hierna omschreven toestellen respectievelijk gerangschikt in de categorieën A, C, D, E en F, bedoeld bij artikel 79, lid 2, van hetzelfde Wetboek :

1° in de categorie A :

a) de elektrische biljarten met veranderlijke inzet, gewoonlijk « Bingo » genaamd, waarvan het spel erin bestaat verscheidene ballen of kogels in de op het horizontaal vlak van het toestel gemaakte gaten te plaatsen met het doel, naargelang het type van toestel, op het paneel van het vertikaal vlak verscheidene cijfers of tekens op een horizontale, verticale of diagonale lijn of in een bepaalde zone te belichten;

b) de elektrische biljarten met veranderlijke inzet, gewoonlijk « One Ball » genaamd, waarvan het spel erin bestaat op het horizontaal vlak van het toestel een bal of kogel te plaatsen in een der gaten dat hetzelfde cijfer draagt als het cijfer dat op het paneel van het vertikaal vlak verlicht is;

2° in de categorie C :

de automatische kranen met grijp- of duwarm, wanneer de inzet per partij en per gebruiker, zelfs toevallig, meer dan twee frank bedraagt;

3° in de categorie D :

a) de elektrische biljarten met vaste inzet, gewoonlijk « Pinball », « Flipper » of « Flip-Tronic » genaamd, waarvan het spel erin bestaat ballen of kogels te lanceren die, door hun aanraking met sommige hinderpalen, welke zich op het horizontaal vlak van het toestel bevinden, op het paneel van het vertikaal vlak het resultaat van het spel zichtbaar maken in de vorm van punten, tekens of afbeeldingen;

b) de automatische kegelspelen, die normaal verplaatsbaar zijn en gewoonlijk het gebruik van ballen of kogels vereisen;

c) les jeux automatiques de poker, généralement dénommés « Jolly Jocker »;

d) les appareils automatiques qui, simultanément, projettent des films ou des images et diffusent des sons;

4° dans la catégorie E :

a) les tourne-disques automatiques, y compris ceux généralement dénommés « Juke-box », qui diffusent exclusivement de la musique, même s'ils sont mis en marche à distance;

b) les jeux automatiques de quilles qui sont normalement amovibles et qui requièrent habituellement l'emploi de disques;

c) les appareils automatiques de tir, lorsque la mise, par partie et par utilisateur, est, même occasionnellement, de plus de deux francs;

d) les jeux électriques de golf, de hockey, et de football, le jeu de balle électrique du modèle « Spinner », ainsi que les appareils automatiques du modèle « Base-ball », « Basket-ball », « Drop-ball », « Skee-ball », « Skee-fun », « All-Star Bowler », « Ten Strike »;

5° dans la catégorie F :

a) chaque billard électrique faisant partie du jeu de compétition généralement dénommé « Bumper », qui est normalement installé sur les foires et les kermesses;

b) les grues automatiques munies de griffes ou de bras-poussoir, lorsque la mise ne dépasse jamais deux francs par partie et par utilisateur;

c) les appareils automatiques qui ont pour but de mesurer la force, l'endurance, l'aptitude physique ou intellectuelle;

d) les appareils automatiques qui distribuent des horoscopes;

e) les appareils automatiques de tir, lorsque la mise ne dépasse jamais deux francs par partie et par utilisateur;

f) chaque voiture miniature faisant partie du jeu de compétition généralement dénommé « Autodrome », qui est normalement installé sur les foires et les kermesses;

g) les appareils automatiques de divertissement qui ne sont pas pourvus d'un dispositif électrique et qui, pour le déroulement normal du jeu, nécessitent la présence de plusieurs participants et ne requièrent qu'une seule mise par partie;

h) les orgues automatiques, orchestrons, orchestres-robots et pianos électriques;

i) les appareils automatiques qui projettent exclusivement des films ou des images;

j) les appareils automatiques autres que ceux visés aux 1° à 4° inclusivement du présent article, dont le jeu consiste à loger dans une ou plusieurs zones ou endroits déterminés de l'appareil, des pièces de monnaie ou des objets mis en mouvement;

k) tous les autres appareils automatiques qui ont été déclarés au Ministère des Finances en exécution de l'article 79, dernier alinéa du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus et qui ne sont pas classés dans l'une des catégories A à E.

Art. 57. Par dérogation aux dispositions de l'article 56, les appareils décrits sub 2° à 5° inclusivement de cet article et qui ne tombent pas sous l'application de l'article 80, § 2, du Code précité, sont rangés dans la catégorie A lorsqu'ils permettent, même occasionnellement au joueur ou à l'utilisateur, de regagner, en espèces ou sous la forme de jetons, au moins le montant de sa mise et/ou de gagner des prix, en nature ou sous forme de bonsprièmes, d'une valeur commerciale d'au moins cent francs.

Titre V. — MESURES TEMPORAIRES

Art. 58. § 1er. Le paiement annuel ou en deux versements, de la taxe de circulation sur les véhicules automobiles pour l'année 1970, ne donne pas lieu à la délivrance d'un signe distinctif fiscal, pour autant que la déclaration souscrite antérieurement au 16 décembre 1969 :

1° reste valable pour l'année 1970;

2° concerne soit un véhicule taxable en raison de la cylindrée ou de la puissance de son moteur, à l'exclusion toutefois des autobus et des autocars, soit une remorque de camping ou une remorque spécialement conçue pour le transport d'un bateau.

§ 2. Dans les cas prévus au § 1er, le signe distinctif fiscal portant le millésime 1967, 1968 ou 1969 et, en regard de la rubrique « PER », la date respectivement du 31 décembre 1967, du 31 décembre 1968 ou du 31 décembre 1969 tient lieu de signe distinctif fiscal pour l'année 1970.

c) de automatische pokerspelen, gewoonlijk « Jolly Joker » genaamd;

d) de automatische toestellen die simultaan films of beelden projecteren en klank verspreiden;

4° in de categorie E :

a) de automatische platenspelers, met inbegrip van die gewoonlijk « Juke-box » genaamd, welke uitsluitend muziek verspreiden, zelfs indien ze op afstand in werking worden gesteld;

b) de automatische kegelspelen, die normaal verplaatsbaar zijn en gewoonlijk het gebruik van schijven vereisen;

c) de automatische schietapparaten, wanneer de inzet per partij en per gebruiker, zelfs toevallig, meer dan twee frank bedraagt;

d) de elektrische golf-, hockey- en voetbalspelen, het elektrisch balspel van het model « Spinner », alsmede de automatische toestellen van het model « Base-ball », « Basket-ball », « Drop-ball », « Skee-ball », « Skee-fun », « All-Star Bowler », « Ten Strike »;

5° in de categorie F :

a) ieder elektrisch biljart deel uitmakend van het normaal op foren en kermessen ingericht competitie spel, gewoonlijk « Bumper » genaamd;

b) de automatische kranen met grijp- of duwarm, wanneer de inzet per partij en per gebruiker nooit meer dan twee frank bedraagt;

c) de automatische toestellen die tot doel hebben de kracht, het uithoudingsvermogen, de fysieke of intellectuele geschiktheid te meten;

d) de automatische toestellen die horoscopen uitkeren;

e) de automatische schietapparaten, wanneer de inzet per partij en per gebruiker nooit meer dan twee frank bedraagt;

f) iedere miniatuurenwagen deel uitmakend van het normaal op foren en kermessen ingericht competitie spel gewoonlijk « Autodrome » genaamd;

g) de automatische ontspanningstoestellen die niet met een elektrische inrichting zijn uitgerust en die, voor het normaal verloop van het spel, de aanwezigheid van meer dan één deelnemer en per partij slechts één inzet vereisen;

h) de automatische orgels, orkestrions, robotorkesten en elektrische piano's;

i) de automatische toestellen die uitsluitend films of beelden projecteren;

j) de automatische toestellen andere dan die bedoeld in 1° tot en met 4° van onderhavig artikel waarvan het spel erin bestaat in beweging gebrachte geldstukken of voorwerpen in een of meer bepaalde zones of plaatsen van het toestel te doen belanden;

k) alle andere automatische toestellen die ter uitvoering van artikel 79, laatste lid, van hetzelfde Wetboek bij de Minister van Financiën werden aangegeven en die niet in een van de categorieën A tot E zijn gerangschikt.

Art. 57. In afwijking van de bepalingen van artikel 56, worden de sub 2° tot en met 5° van dit artikel omschreven toestellen die niet onder de toepassing vallen van artikel 80, § 2, van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, in de categorie A gerangschikt wanneer zij aan de speler of gebruiker toelaten, zelfs toevallig, ten minste het bedrag van de gedane inzet in specie of in de vorm van penningen terug te winnen en/of prijzen te winnen, in natura of in de vorm van premiebons, met een handelswaarde van ten minste honderd frank.

Titel V. — TIJDELIJKE MAATREGELEN

Art. 58. § 1. Naar aanleiding van de jaarlijkse betaling van de verkeersbelasting op de autovoertuigen voor het jaar 1970 of van de betaling ervan in twee stortingen, wordt geen fiscaal kenteken uitgereikt op voorwaarde dat de vóór 16 december 1969 ingediende aangifte :

1° geldig blijft voor het jaar 1970;

2° betrekking heeft, hetzij op een voertuig belastbaar volgens de cilinderinhoud of de kracht van zijn motor, met uitsluiting echter van de autobussen en autocars, hetzij op een kampeer-aanhangwagen of een aanhangwagen speciaal ontworpen voor het vervoer van één boot.

§ 2. In de gevallen bedoeld in § 1, geldt het fiscaal kenteken dat het jaartal 1967, 1968 of 1969 draagt en onder de rubriek « PER » de datum respectievelijk van 31 december 1967, 31 december 1968 of 31 december 1969, als fiscaal kenteken voor het jaar 1970.

Par dérogation aux dispositions de l'article 29, ce signe distinctif est remplacé gratuitement, contre sa restitution, lorsque les inscriptions en sont devenues illisibles.

Titre VI

MESURES ABROGATOIRES ET D'EXECUTION

Art. 59. Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 15 mars 1922 (1) établissant des mesures de contrôle pour l'application de la taxe sur les jeux et paris aux sommes engagées dans les concours de pigeons;

2° l'arrêté royal du 22 mai 1923 (2) relatif à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à vapeur ou à moteur modifié par les arrêtés royaux des 28 septembre 1967 (3), 30 octobre 1968 (4) et 11 décembre 1969 (5);

3° l'arrêté royal du 29 mars 1926 (6) relatif à la taxe sur les jeux et paris aux courses de chevaux et dans les concours colombophiles modifié par les arrêtés royaux des 29 avril 1932 (7), 2 octobre 1963 (8) et 6 juin 1967 (9);

4° l'arrêté royal du 19 juillet 1926 (10) relatif à la taxe sur les jeux afférente aux paris sur les courses de chevaux acceptés dans les agences autorisées, modifié par les arrêtés royaux des 8 avril 1965 (11) et 18 avril 1969 (12);

5° l'arrêté royal du 3 décembre 1930 (13) relatif à la garantie réelle à fournir par les redevables de la taxe sur les jeux et paris;

6° l'arrêté royal du 17 juillet 1935 (14) relatif à la taxe afférente aux paris sur courses de chevaux, acceptés dans les agences autorisées;

7° l'arrêté royal du 15 mars 1940 (15) qui est relatif à la taxe de circulation sur les véhicules automobiles, modifié par l'arrêté royal du 13 janvier 1958 (16);

8° l'arrêté royal du 11 février 1956 (17) déterminant la base, le taux et les modalités de la taxe sur les jeux et paris en matière de jeu de roulette avec zéro;

9° l'arrêté royal du 17 avril 1957 (18) réglant le mode de perception de la taxe quotidienne sur les véhicules automobiles utilisés par des personnes n'ayant en Belgique ni domicile, ni résidence, ni établissement fixe;

10° l'arrêté royal du 11 juillet 1960 (19) fixant les conditions et modalités d'application de l'article 3, § 1er, 8°, des lois coordonnées relatives à la taxe de circulation sur les véhicules, en ce qui concerne les taxis et les voitures données en location avec chauffeur;

11° l'arrêté royal du 31 mai 1965 (20) relatif à la fiscalité au profit des communes en matière de taxe de circulation sur les véhicules automobiles;

12° l'arrêté royal du 17 novembre 1967 (21) portant classement de certains appareils automatiques de divertissement dans les catégories visées à l'article 79, alinéa 2, du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus;

- (1) *Moniteur belge* du 19 mars 1922.
- (2) *Moniteur belge* des 28-29 mai 1923.
- (3) *Moniteur belge* du 4 octobre 1967.
- (4) *Moniteur belge* du 15 novembre 1968.
- (5) *Moniteur belge* du 24 décembre 1969.
- (6) *Moniteur belge* du 31 mars 1926.
- (7) *Moniteur belge* du 1er mai 1932.
- (8) *Moniteur belge* du 17 octobre 1963.
- (9) *Moniteur belge* du 21 juin 1967.
- (10) *Moniteur belge* du 21 juillet 1926.
- (11) *Moniteur belge* du 27 avril 1965.
- (12) *Moniteur belge* du 9 mai 1969.
- (13) *Moniteur belge* du 18 décembre 1930.
- (14) *Moniteur belge* du 20 juillet 1935.
- (15) *Moniteur belge* du 31 mars 1940.
- (16) *Moniteur belge* du 2 février 1958.
- (17) *Moniteur belge* du 22 février 1956.
- (18) *Moniteur belge* des 29-30 avril 1957.
- (19) *Moniteur belge* du 21 juillet 1960.
- (20) *Moniteur belge* du 26 juin 1965.
- (21) *Moniteur belge* du 29 novembre 1967.

In afwijking van de bepalingen van artikel 29, wordt dit fiscaal kenteken, tegen teruggave, kosteloos vervangen wanneer de meldingen ervan onleesbaar zijn geworden.

Titel VI

OPHEFFINGS- EN UITVOERINGSMAATREGELEN

Art. 59. Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 15 maart 1922 (1) houdende vaststelling van toezichtsmaatregelen tot toepassing van de belasting op het spel en de weddenschappen op de sommen bij de prijskampen van reisduiven ingezet;

2° het koninklijk besluit van 22 mei 1923 (2) betreffende de taks op de automobielen en andere stoom- of motorvoertuigen, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 28 september 1967 (3), 30 oktober 1968 (4) en 11 december 1969 (5);

3° het koninklijk besluit van 29 maart 1926 (6) betreffende de taks op het spel en de weddenschappen bij de paardenwedrennen en de prijskampen van reisduiven, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 29 april 1932 (7), 2 oktober 1963 (8) en 6 juni 1967 (9);

4° het koninklijk besluit van 19 juli 1926 (10) betreffende de taks op het spel in verband met de weddenschappen op de paardenwedrennen aangenomen in de toegelaten agentschappen, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 8 april 1965 (11) en 18 april 1969 (12);

5° het koninklijk besluit van 3 december 1930 (13) betreffende de zakelijke waarborg te verstrekken door degenen die de taks op het spel en de weddenschappen verschuldigd zijn;

6° het koninklijk besluit van 17 juli 1935 (14) betreffende de taxe in verband met weddenschappen op paardenwedrennen, aangenomen in de toegelaten agentschappen;

7° het koninklijk besluit van 15 maart 1940 (15) dat betrekking heeft op de verkeersbelasting op de motorvoertuigen, gewijzigd door het koninklijk besluit van 13 januari 1958 (16);

8° het koninklijk besluit van 11 februari 1956 (17), tot vaststelling van de grondslag, het percent en de modaliteiten van de belasting op het spel en de weddenschappen inzake roulettespel met zero;

9° het koninklijk besluit van 17 april 1957 (18) tot regeling van de wijze der inning van de dagelijkse belasting op de autovoertuigen gebruikt door personen die in België noch woon-, noch verblijfplaats, noch vaste inrichting hebben;

10° het koninklijk besluit van 11 juli 1960 (19), houdende vaststelling van de toepassingsvoorwaarden en -modaliteiten van artikel 3, § 1, 8°, van de samengevoerde wetten betreffende de verkeersbelasting op de autovoertuigen, wat betreft de taxi's en de voertuigen verhuurd met bestuurder;

11° het koninklijk besluit van 31 mei 1965 (20) betreffende de fiscaliteit ten behoeve van gemeenten inzake de verkeersbelasting op de autovoertuigen;

12° het koninklijk besluit van 17 november 1967 (21) tot rangschikking van sommige automatische ontspanningstoestellen in de categorieën bedoeld bij artikel 79, lid 2, van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen;

- (1) *Belgisch Staatsblad* van 19 maart 1922.
- (2) *Belgisch Staatsblad* van 28-29 mei 1923.
- (3) *Belgisch Staatsblad* van 4 oktober 1967.
- (4) *Belgisch Staatsblad* van 15 november 1968.
- (5) *Belgisch Staatsblad* van 24 december 1969.
- (6) *Belgisch Staatsblad* van 31 maart 1926.
- (7) *Belgisch Staatsblad* van 1 mei 1932.
- (8) *Belgisch Staatsblad* van 17 oktober 1963.
- (9) *Belgisch Staatsblad* van 21 juni 1967.
- (10) *Belgisch Staatsblad* van 21 juli 1926.
- (11) *Belgisch Staatsblad* van 27 april 1965.
- (12) *Belgisch Staatsblad* van 9 mei 1969.
- (13) *Belgisch Staatsblad* van 18 december 1930.
- (14) *Belgisch Staatsblad* van 20 juli 1935.
- (15) *Belgisch Staatsblad* van 31 maart 1940.
- (16) *Belgisch Staatsblad* van 2 februari 1958.
- (17) *Belgisch Staatsblad* van 22 februari 1956.
- (18) *Belgisch Staatsblad* van 29-30 april 1957.
- (19) *Belgisch Staatsblad* van 21 juli 1960.
- (20) *Belgisch Staatsblad* van 26 juni 1965.
- (21) *Belgisch Staatsblad* van 29 november 1967.

13° l'arrêté royal du 11 décembre 1969 (1) pris en exécution du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus;

14° dans l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus (2) :

a) l'article 171, alinéa 2;

b) aux articles 183 et 194, alinéa 1er, les mots « et les taxes y assimilées »;

c) à l'article 195, les mots « des taxes y assimilées ainsi que »;

d) à l'article 238, alinéa 1er, les mots et de taxes y assimilées ».

Art. 60. Le présent arrêté entre en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 1970.

Art. 61. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 juillet 1970.

BAUDOIN

Par le Roi :
Le Ministre des Finances,

Baron SNOY et d'OPPUERS

13° het koninklijk besluit van 11 december 1969 (1), ter uitvoering van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen;

14° in het koninklijk besluit van 4 maart 1965 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen (2) :

a) artikel 171, lid 2;

b) de woorden « en daarmee gelijkgestelde » en « en ermee gelijkgestelde » ingeschreven respectievelijk in artikel 183 en artikel 194, lid 1;

c) de woorden « en van de daarmee gelijkgestelde » ingeschreven in artikel 195;

d) de woorden « of daarmee gelijkgestelde belastingen » ingeschreven in artikel 238, lid 1.

Art. 60. Dit besluit treedt in werking met ingang van het aanslagjaar 1970.

Art. 61. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 juli 1970.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Financiën,

Table des matières

	Articles
TITRE I. — Dispositions communes aux taxes assimilées aux impôts sur les revenus.	
Chapitre I. — Rôles	1 à 7
Chapitre II. — Paiements et quittances	8 à 11
Chapitre III. — Prescription	12
Chapitre IV. — Poursuites	13
Chapitre V. — Recherche des infractions	14
TITRE II. — Taxe de circulation sur les véhicules automobiles.	
Chapitre I. — Taxis et véhicules donnés en location avec chauffeur	15 et 16
Chapitre II. — Etablissement, constatation et contrôle de la puissance et du poids imposables	17 à 22
Chapitre III. — Taxe quotidienne	23 et 24
Chapitre IV. — Déclaration	25 et 26
Chapitre V. — Signe distinctif fiscal	27 à 29
Chapitre VI. — Taxe communale sur les véhicules automobiles	30 à 34
TITRE III. — Taxe sur les jeux et paris.	
Chapitre I. — Jeux de casino	35
Chapitre II. — Bagues pour pigeons voyageurs	36 à 38
Chapitre III. — Courses de chevaux.	
Section I. — Ouverture d'un champ de courses et organisation de courses de chevaux	39 à 43
Section II. — Organisation ou exploitation de paris sur courses de chevaux	44 à 50
Chapitre IV. — Cautionnements	51 et 52
Chapitre V. — Mesures de contrôle	53 à 55
TITRE IV. — Taxe sur les appareils automatiques de divertissement.	
— Classification des appareils imposables	56 et 57
TITRE V. — Mesures temporaires	58
TITRE VI. — Mesures abrogatoires et d'exécution	59 à 61

Inhoudsopgave

	Artikelen
TITEL I. — Aan de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen gemeene bepalingen.	
Hoofdstuk I. — Kohieren	1 tot 7
Hoofdstuk II. — Betalingen en kwitanties	8 tot 11
Hoofdstuk III. — Verjaring	12
Hoofdstuk IV. — Vervolgingen	13
Hoofdstuk V. — Opsporing van de inbreuken	14
TITEL II. — Verkeersbelasting op de autovoertuigen.	
Hoofdstuk I. — Taxi's en voertuigen verhuurd met bestuurder	15 en 16
Hoofdstuk II. — Bepaling, opnemings- en controle van de belastbare kracht en het belastbaar gewicht	17 tot 22
Hoofdstuk III. — Dagelijkse belasting	23 en 24
Hoofdstuk IV. — Aangifte	25 en 26
Hoofdstuk V. — Fiscaal kenteken	27 tot 29
Hoofdstuk VI. — Gemeentebelasting op de motorrijtuigen	30 tot 34
TITEL III. — Belasting op de spelen en de weddenschappen.	
Hoofdstuk I. — Casinospelen	35
Hoofdstuk II. — Duivenringen	36 tot 38
Hoofdstuk III. — Paardenwedrennen.	
Afdeling I. — Opening van paardenwedrenbanen en inrichting van paardenwedrennen	39 tot 43
Afdeling II. — Inrichting of exploitatie van weddenschappen op paardenwedrennen	44 tot 50
Hoofdstuk IV. — Waarborgen	51 en 52
Hoofdstuk V. — Controlemaatregelen	53 tot 55
TITEL IV. — Belasting op de automatische ontspanningstoestellen.	
— Rangschikking van de belastbare toestellen	56 en 57
TITEL V. — Tijdelijke maatregelen	58
TITEL VI. — Opheffings- en uitvoeringsmaatregelen	59 tot 61

(1) Moniteur belge du 24 décembre 1969.
(2) Moniteur belge du 30 avril 1965.

(1) Belgisch Staatsblad van 24 december 1969.
(2) Belgisch Staatsblad van 30 april 1965.